

L'an deux mil onze, le sept février, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents :

Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT, Mme Raymonde VEQUAUD, M. Joël ANTIER, Mme Marie-Claire BOUIN, M. Jean-Claude DUPAS, Mme Michèle GRATADE, Mme Monique GUÉRY, M. Jérôme TARNIER, Mme Michèle VILLATTE.

Absents excusés : M. Frédéric DUPUIS (pouvoir à Michelle COURNARIE),

Absents : M. Pascal BEAUSSIER, M. Fabrice DAVOIGNEAU, Mme Dominique MACÉ, Mme Estelle PATOZ, M. Olivier PIQUEUX,

M. Yves BANDEVILLE est élu secrétaire.

Le compte-rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

TARIFS DES LOCATIONS DE SALLES ET MATÉRIELS COMMUNAUX

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que cette délibération n'a pu être préparée et propose son report au prochain Conseil Municipal.

DCM 2011-0014. TERRAIN AD 36-37-214 SITUÉ IMPASSE SAINTE-CATHERINE

Vu les articles R211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme

Mme le Maire expose au Conseil Municipal que la mairie a reçu le 31 décembre 2010 une déclaration d'intention d'aliéner (DIA), pour les parcelles cadastrées section AD, n° 36, 37 et 214, pour une superficie totale de 15 a 04 ca, situés en zone UBa du POS, au prix de 29 000 €. Le POS a inscrit l'emplacement réservé n°10 sur une partie des parcelles concernées, pour la création d'un chemin piéton reliant le chemin des Ecoliers (anciennes douves) à l'impasse Sainte-Catherine.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il a instauré, lors de sa séance du 29 septembre 2008, le droit de préemption urbain sur les zones U (UA, UAi, UB, UBa, UBai, UBb, UBs, UC, UCi...) et les zones NA (1NAh, 1NAc, 2NA...) du POS. Lors de ce même conseil, délégation a été donnée à Mme le Maire pour exercer le droit de préemption urbain pour donner suite aux déclarations d'intention d'aliéner.

Le prix de vente indiqué sur la DIA étant inférieur à 75 000 €, il n'est pas nécessaire de recueillir l'avis du Service des Domaines. La DIA a été transmise au Service des Domaines par courrier sans demande d'avis.

Afin d'améliorer la circulation piétonne et cycliste dans la commune, et en particulier pour relier le chemin des Ecoliers (anciennes douves) à l'Impasse Sainte-Catherine, ce qui présente un caractère d'intérêt général, Mme le Maire a exercé, par arrêté du 4 février 2011, et par délégation qui lui a été donnée le 29 septembre 2008, le droit de préemption urbain sur les parcelles cadastrées section AD, n° 36, 37 et 214 au prix de 29 000 €.

Mme le Maire lit intégralement au Conseil Municipal un courrier de Mme et M. JAMIN (les acquéreurs mentionnés sur la DIA), daté du 22 janvier 2011, non signé et déposé le 2 février 2011 dans les boîtes aux lettres privées de certains élus. Mme le Maire commente point par point ce courrier et répond aux interrogations écrites de Mme et M. JAMIN.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, avec deux abstentions et douze voix pour,

- Prend acte de l'exercice par Mme le Maire, selon délégation qui lui a été donné le 29 septembre 2008, et en vue de réaliser un chemin piétons entre le Chemin des Ecoliers et l'Impasse Ste-Catherine, du droit de préemption urbain sur les parcelles cadastrées section AD, n° 36, 37 et 214, pour une superficie de 15 a 04 ca , au prix de 29 000 €.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la suite de ce dossier.

DCM 2011-0015. CRÉATION D'UN POSTE EN CONTRAT UNIQUE D'INSERTION (CUI-CAE) AUX SERVICES TECHNIQUES

Mme le Maire indique que le contrat CUI - CAE d'un agent se termine le 28 février 2011 et qu'il est nécessaire de maintenir ce poste dans l'équipe des services techniques étant donné les nombreuses tâches à réaliser dans les propriétés bâties et non bâties de la commune, les récentes acquisitions foncières ou encore la volonté d'améliorer l'entretien des espaces verts et naturels de la commune.

Ce poste permet également de participer à l'insertion professionnelle d'une personne à la recherche d'un emploi, et de représenter une étape dans son parcours d'insertion,

Mme le Maire propose de créer un contrat aidé par l'Etat (Contrat Unique d'Insertion - Contrat d'Accompagnement vers l'Emploi / CUI-CAE) et de mettre en place pour ce poste une possibilité de formation et qualification.

A ce jour, les CUI-CAE sont pris en charge par l'État à hauteur de 20 h par semaine et pour 70 % de la base du SMIC brut, ce qui représente pour la commune un cout résiduel de l'ordre de 1000 € par mois pour 35 h hebdomadaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- Décide la création d'un poste en CUI- CAE aux services techniques pour une durée hebdomadaire de 35h aux taux horaire égal au SMIC.
- Charge Mme le Maire de réaliser le recrutement dès que possible.
- Autorise Mme le Maire à signer tous documents utiles au bon aboutissement de ce dossier.

DCM 2011-0016. COMMISSIONS LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLET)

Mme le Maire rappelle que la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLET) de la Communauté de Communes Loches Développement (CCLD) s'est réunie le jeudi 20 janvier 2011 pour étudier le transfert de fiscalité lié à la prise de compétence du Centre Aquatique Intercommunal de Loches et du droit de réservation de certaines communes à la crèche de Tauxigny.

Mme le Maire expose le rapport émis à occasion de la réunion de la CLET.

Conformément à l'article 1609 nonies c du Code Général des Impôts, le calcul des attributions des compensations doit être validé par délibération des conseils municipaux des communes membres de la Communauté de Communes "cette évaluation est déterminée à la date de leur transfert par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux adoptée sur rapport de la Commission Locales d'Evaluation des Charges ».

Mme le Maire propose d'approuver le rapport de la CLET du 20 janvier 2011 et le calcul de la nouvelle attribution de compensation des communes. Pour la commune de Beaulieu-Lès-Loches, la compensation reste inchangée, égale à 53 418 €.

Mme Vequaud demande si nous avons les futurs tarifs de piscine pour les enfants des écoles de Beaulieu. Mme le Maire lui répond que ce sera gratuit pour les enfants des écoles de la Communauté de Communes Loches Développement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- décide d'approuver le rapport de la CLET en date du 20 janvier 2011 et le calcul des nouvelles attributions de compensation des communes.

DCM 2011-0017. STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉNERGIE D'INDRE-ET-LOIRE

Mme le Maire fait part au Conseil Municipal des changements de statuts du Syndicat Intercommunal d'Énergie d'Indre-et-Loire (SIEIL), intervenus lors de la réunion du Comité Syndical du 2 décembre 2010. En application de l'article L 5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), chaque adhérent du SIEIL doit se prononcer sur l'adoption de ces nouveaux statuts.

Ces modifications de statuts font suite aux évolutions réglementaires et législatives, dont certaines ont été demandées par les services de la Préfecture (par ex. les EPCI ne peuvent plus faire partie du SIEIL). Ces changements de statuts permettront au SIEIL la prise de compétence "Éclairage public" à laquelle les communes pourront adhérer "à la carte" si elles le souhaitent. Cette prise de compétence complète de l'éclairage public permettra au SIEIL d'intervenir tant en investissement (maîtrise d'ouvrage) qu'en fonctionnement (entretien des réseaux). Par contre la part "contrat de fourniture d'énergie" de l'éclairage public est laissée volontairement hors champs de la compétence afin de permettre aux communes de conserver une véritable vision d'ensemble de leur consommation énergétique et leur faculté de négociation vis-à-vis des fournisseurs potentiels.

De même les modalités de contribution des communes adhérentes en ce qui concerne les compétences "à la carte" (gaz, cartographie, réseaux de communication et éclairage public) seront revues pour éviter les modifications statutaires intempestives et un règlement d'usage sera présenté pour chaque compétence "à la carte".

Le comité syndical du SIEIL a également accepté l'adhésion à titre individuel d'une commune hors département (Chatillon-sur-Indre (36)) au titre de la compétence gaz du SIEIL,

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'entériner les décisions du comité syndical du SIEIL du 2 décembre 2010 et d'accepter les modifications des statuts du SIEIL.

M. Dupas, délégué de la commune auprès du SIEIL, précise qu'il n'est pas question aujourd'hui de confier une compétence supplémentaire au SIEIL, juste d'accepter les modifications de statuts du SIEIL. Il pourra être étudié plus tard un éventuel transfert ou non de la compétence éclairage public de la commune de Beaulieu au syndicat.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- Entérine la décision du comité syndical du 2 décembre 2010 concernant la prise de compétence "éclairage public" en tant que compétence "à la carte",
- Entérine la décision du comité syndical du 2 décembre 2010 concernant l'adhésion à titre individuel d'une commune hors département Chatillon-sur-Indre (36) au titre de la compétence gaz du SIEIL,
- Approuve l'ensemble des modifications statutaires présentées en comité syndical du 2 décembre 2010 et les nouveaux statuts du SIEIL.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-0018. CONVENTION ENTRE LA COMMUNE ET LA MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE

M. BANDEVILLE rappelle au Conseil Municipal que le régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires territoriaux impose aux collectivités locales de verser à leurs fonctionnaires des prestations en espèces en cas de maladie. Le montant de ces prestations varie, après avis du comité médical, en fonction de la pathologie et de la durée de l'arrêt de travail. En tout état de cause les agents concernés subissent, après une durée plus ou moins longue, une amputation importante de leur niveau de revenu.

De manière à se protéger contre ce risque, le personnel de la commune de Beaulieu-Lès-Loches a souscrit auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) une garantie maintien de salaire pour garantir leur traitement en cas de maladie.

Pour éviter aux agents concernés de tomber en demi-traitement en attendant l'avis du comité médical (celui-ci déclenchant soit le maintien à plein traitement par la collectivité, soit si l'agent est

placé à demi-traitement le versement des prestations servies par la mutuelle), la MNT propose d'indemniser la perte de traitement des agents sans attendre cet avis, qui intervient, le plus souvent avec retard, à la condition cependant que dans le cas où le comité médical permettrait le maintien à plein traitement de l'agent avec effet rétroactif, le rappel de salaire calculé par la commune de Beaulieu-Lès-Loches, soit reversée à la MNT, et non à l'agent puisque celui-ci n'aura, dans ce cas, pas subi de perte de salaire grâce à l'avance que lui aura consenti sa mutuelle.

Cette procédure qui est mise en place dans l'intérêt des agents et fonctionnaires municipaux n'entraîne aucune charge pour la collectivité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- Décide d'accepter la convention entre la Commune de Beaulieu-Lès-Loches et la Mutuelle Nationale Territoriale,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

VENTE DE LA DEVINIÈRE

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre de la vente de la maison dite de la Devinière à Loches, l'acquéreur potentiel n'a pas donné de nouvelles.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de ne pas débattre sur cette délibération, qui est reportée ultérieurement.

INFORMATIONS DIVERSES :

Réunions diverses :

- La Présidente du Conseil Général exposera son budget le 9 février à 20h30 à l'espace Jeanne D'Arc du Logis Royal de Loches.
- Mardi 15 février à 20h, salle des Templiers, débat animé par Mme BEAUFILS.
- Commission des finances le 9 février à 17h30.
- 8 Février réunion publique sur la préparation de la course de caisses à savon qui se déroulera pendant le solstice.
- M. Véquaud et M. Méreau iront à la réunion de Familles Rurales pour le centre de loisirs la Ribambelle le 10 février à Ferrière.
- Jeudi 10 février : 1000 lectures aux Templiers, s'inscrire en Mairie.
- Commission du Personnel 11 février à 17h30.
- Samedi 12 à 20h30 et dimanche 13 à 16h00 : Théâtre salle des Templiers. Fantômes de Demoiselles, par l'atelier Tâter du Théâtre, texte de René de Obaldia.
- Réunion de l'Association des Maires d'Indre-et-Loire pour la préparation des budgets le 17 Février à 17h30 à Bridoré (les élus peuvent s'inscrire en Mairie).
- La Gendarmerie présentera son compte rendu d'activité le 17 Février à 17h15.
- Réunion de la commission électorale le 28 Février à 16h30.
- Visite de M. Bourdy, Dumont et Duchazeau (CG37) le 3 Mars à 15h au sujet des travaux de restauration du clocher.
- Le 28 mars à 20h00 réunion plénière du SIVOM à Beaulieu.
- Conseil Municipal le 7 mars à 20h30 avec vote du Budget 2011.

La population de Beaulieu est passée de 1720 à 1766 habitants.

Les logements Val Touraine Habitat aux Razais devraient être livrés en 2012.

Travaux sur le sarcophage dit de Foulques Nerra : M. BLICK (conservateur du mobilier à la DRAC) demande que le tableau au dessus du sarcophage soit déplacé.

Travaux sur les vitraux de l'Abbaye : M. BLICK doit faire un cahier des charges pour pouvoir lancer une consultation.

Les travaux de la Bibliothèque ont commencé le 31 janvier ; les réunions de chantier ont lieu le mercredi à 9h. Exceptionnellement pas de réunion de chantier le 9 février.

La séance s'est terminée à 21h30.

Le Secrétaire de Séance

Yves BANDEVILLE